

RCS : EVRY
Code greffe : 7801

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2006 B 00223
Numéro SIREN : 451 321 335
Nom ou dénomination : CARREFOUR HYPERMARCHES

Ce dépôt a été enregistré le 18/08/2020 sous le numéro de dépôt 9090

Greffe du tribunal de commerce d'Evry



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 18/08/2020

Numéro de dépôt : 2020/9090

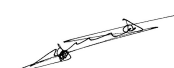
Déposant :

Nom/dénomination : CARREFOUR HYPERMARCHES

Forme juridique : Société anonyme

N° SIREN : 451 321 335

N° gestion : 2006 B 00223



DECISIONS DES ASSOCIES DU 30 JUIN 2020


AFFECTATION DU RESULTAT

QUATRIEME DECISION

Les associés, approuvant la proposition du président, décident d'affecter la perte nette comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2019, soit - **914.447.902,35 euros**, au poste « Report à Nouveau », dont le solde débiteur est ainsi porté à 1.922.237.799,49 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, les associés prennent acte de ce qu'il leur a été rappelé qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

Acte déposé au Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY	
	Le : 18 AOUT 2020 Numéro : <i>9090</i>

POUR COPIE CONFORME



CARREFOUR HYPERMARCHES

Société par actions simplifiée

1 rue Jean Mermoz ZAE Saint Guenault

92001 Evry-Courcouronnes

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019



MAZARS
61 rue Henri Regnault
Tour Exaltis
92075 Paris La Défense Cedex

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 2 188 160 €
572 028 041 RCS Nanterre

CARREFOUR HYPERMARCHES

Société par actions simplifiée

1 rue Jean Mermoz ZAE Saint Guenault

92001 Evry-Courcouronnes

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

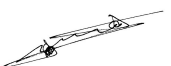
Aux associés de la société CARREFOUR HYPERMARCHES

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CARREFOUR HYPERMARCHES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le président le 20 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de



l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

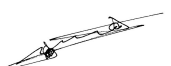
Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérifications spécifiques

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président arrêté le 20 mai 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du Code de commerce.

Autres informations

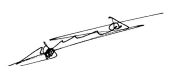
En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention

4 | CARREFOUR HYPERMARCHES | Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels | Exercice clos le 31 décembre 2019



comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

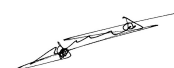
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

5 | CARREFOUR HYPERMARCHES | Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels | Exercice clos le 31 décembre 2019

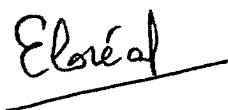


- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 26 juin 2020

Les Commissaires aux comptes

MAZARS



Emilie LOREAL



Jérôme de Pastors

Deloitte & Associés



Stéphane RIMBEUF



COMPTES ANNUELS

1. BILAN AU 31/12/2019

1.1. BILAN ACTIF

Rubriques	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2019	Net 31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	213 957	213 352	605	625
Fonds commercial	1 129 444 789	542 875 149	586 569 640	672 498 837
Autres immobilisations incorporelles	107 363 569	75 279 862	32 083 708	35 703 062
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	63 704 854		63 704 854	63 352 575
Constructions	1 848 779 297	1 215 332 643	633 446 654	645 920 283
Installations techniques, mat. et outillage	1 136 084 158	863 635 088	272 449 070	246 079 063
Autres immobilisations corporelles	92 773 023	74 488 781	18 284 242	21 583 335
Immobilisations en cours	188 777 357		188 777 357	143 914 713
Avances et acomptes	2 311 155		2 311 155	900 101
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	64 083 136	29 745 035	34 338 101	34 510 439
Créances rattachées à des participations	597		597	3 934
Autres titres immobilisés				
Prêts	39 078		39 078	74 854
Autres immobilisations financières	1 920 963		1 920 963	1 343 230
ACTIF IMMOBILISE	4 635 495 933	2 801 569 910	1 833 926 023	1 865 885 052
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	1 503 290 996	68 340 813	1 434 950 183	1 447 457 247
Avances, acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	213 580 349	6 435 399	207 144 950	219 532 206
Autres créances	1 105 869 327	7 748 670	1 098 120 658	1 430 651 111
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(Donc actions propres) :				
Disponibilités	96 390 255		96 390 255	116 210 515
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	21 424 766		21 424 766	26 139 523
ACTIF CIRCULANT	2 940 555 694	82 524 882	2 858 030 812	3 239 990 602
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	7 576 051 627	2 884 094 792	4 691 956 835	5 105 875 654

2



Carrefour



COMPTES ANNUELS

**SAS CARREFOUR HYPERMARCHES
EXERCICE CLOS LE 31/12/2019**



Carrefour

1.2. BILAN PASSIF

Rubriques	Exercice au 31/12/2019	Exercice au 31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 6 922 200)	6 922 200	6 922 200
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 135 520 848	1 135 520 848
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	692 220	692 220
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)		
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)	47 401	47 401
Report à nouveau	-1 007 789 897	-333 509 758
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-914 447 902	-674 280 140
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	139 171 084	139 693 891
CAPITAUX PROPRES	-639 884 047	275 086 662
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	117 076 103	105 255 847
Provisions pour charges	1 045 167 358	814 137 143
PROVISIONS	1 162 243 461	919 392 990
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)	1 247 406	1 061 592
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	373 778	836 074
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 804 338 858	1 846 787 182
Dettes fiscales et sociales	531 329 635	584 995 931
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	103 276 424	54 691 367
Autres dettes	1 727 098 509	1 420 946 030
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	1 932 810	2 077 825
DETTES	4 169 597 421	3 911 396 002
Ecarts de conversion passif		0
TOTAL GENERAL	4 691 956 835	5 105 875 654

3



2. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2019

	France	Exportation	Exercice au 31/12/2019	Exercice au 31/12/2018
Ventes de marchandises	12 854 527 173		12 854 527 173	13 318 852 230
Production vendue de biens	1 340 425 611		1 340 425 611	1 356 608 492
Production vendue de services	127 854 554		127 854 554	119 916 560
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	14 322 807 338		14 322 807 338	14 795 377 282
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				1 554
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			325 084 761	201 304 538
Autres produits			235 149 056	221 219 583
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION			14 883 041 156	15 217 902 957
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			10 801 490 527	11 129 385 255
Variation de stock (marchandises)			28 618 660	43 835 914
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 652 904 683	1 647 388 760
Impôts, taxes et versements assimilés			206 172 751	225 625 256
Salaires et traitements			1 491 260 902	1 464 407 103
Charges sociales			706 707 837	778 957 241
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			197 498 054	202 709 419
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			75 983 709	90 697 283
Dotations aux provisions			136 126 448	100 601 982
Autres charges			20 809 739	22 072 172
CHARGES D'EXPLOITATION			15 317 573 310	15 705 680 384
RESULTAT D'EXPLOITATION			-434 532 154	-487 777 427
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers de participations			3	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				978
Autres intérêts et produits assimilés			12 459	70 644
Reprises sur provisions et transferts de charges			466 349	376 320
Différences positives de change				1 742
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			478 811	449 684
Dotations financières aux amortissements et provisions			15 897 562	18 927 442
Intérêts et charges assimilées			4 966 174	5 296 021
Différences négatives de change				151
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			20 863 736	24 223 614
RESULTAT FINANCIER			-20 384 925	-23 773 930
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-454 917 079	-511 551 357

4



CARREFOUR HYPERMARCHES
Comptes annuels au 31/12/2019

Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 679 086	12 337 404
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 449 523	3 777 343
Reprises sur provisions et transferts de charges	127 761 554	78 279 919
PRODUITS EXCEPTIONNELS	133 890 163	94 394 665
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	134 588 846	45 772 553
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 418 626	3 894 774
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	447 826 717	286 008 111
CHARGES EXCEPTIONNELLES	585 834 189	335 675 438
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-451 944 026	-241 280 773
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	11 281 648	1 311 330
Impôts sur les bénéfices	-3 694 851	-79 863 321
TOTAL DES PRODUITS	15 017 410 130	15 312 747 306
TOTAL DES CHARGES	15 931 858 032	15 987 027 446
BENEFICE OU PERTE	-914 447 902	-674 280 140



5



ANNEXE COMPTABLE

1. DEROGATIONS AUX PRESCRIPTIONS COMPTABLES

Modifications affectant les méthodes d'évaluation et la présentation des comptes

Aucune dérogation significative aux prescriptions comptables.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.



6



2. EVENEMENTS CARACTERISTIQUES

2.1. Evénements significatifs de l'exercice

Carrefour Hypermarchés a donné en location-gérance à des sociétés franchisés du Groupe Carrefour ses fonds de commerce d'hypermarchés sis à :

- La Roche sur Yon (35) et Paimpol (22) : location gérance à effet du 1er mai 2019
- Chalon sur Saone Nord (71) et Sens Voulx (89) : location gérance à effet du 2 juin 2019.

Le 30 juin 2019, Carrefour Hypermarchés a acquis 50% du capital de la société CORSAIRE, portant ainsi sa participation à 100% du capital

2.2. Evénements importants postérieurs à la clôture

Les impacts des événements récents, post clôture, liés à l'émergence épidémique COVID-19 sont à ce jour difficiles à évaluer, d'autant plus que la situation évolue rapidement et régulièrement.

En tant que distributeur alimentaire, Carrefour, entreprise de première nécessité, a pour priorité d'assurer la continuité de ses activités.

Le groupe se conforme strictement aux règles sanitaires imposées dans chaque pays par les pouvoirs publics et évalue de façon constante les mesures à prendre pour préserver la santé de ses collaborateurs et de ses clients.

L'épidémie de COVID-19 est toujours en cours, sa durée est incertaine et les mesures adoptées en réaction par les autorités publiques (sur le plan national ou local) sont en constante évolution.

Carrefour reste vigilant quant à l'évolution de la situation et ses conséquences.

Il est encore trop tôt à ce stade pour évaluer l'impact de l'épidémie de COVID-19 sur le Groupe et en particulier sur les comportements d'achat des consommateurs qui peuvent évoluer rapidement, tant localement que dans le temps, en fonction des évolutions de l'épidémie et de la mise en œuvre de mesures locales (telles que le confinement).

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice sont établis en conformité avec les règles comptables définies dans le règlement ANC n° 2014-03 mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.



Carrefour

7



Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices.

PRINCIPES GENERAUX

- **Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires, hors frais d'acquisition).

Les immobilisations, qualifiées d'immobilisations incorporelles qui sont à durée d'utilité définie, sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue.

Les logiciels acquis avant le 1^{er} janvier 2017 sont amortis sur une durée économique de 3 à 4 ans. Fiscalement, ils sont amortis sur 12 mois par un amortissement dérogatoire.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilisation est **non** limitée sont soumises à un test de dépréciation annuel :

Fonds de commerce de détail : La valeur des fonds est déterminée par une valorisation d'expert ou selon une valeur de marché résultant d'une approche Best in Class fondée sur l'activité, la rentabilité et d'un seuil plancher équivalent à 1 mois de Chiffre d'affaires BIC.

Une provision est constituée si la valeur de marché ainsi déterminée est inférieure à la valeur nette comptable du groupe d'actifs affecté à ce fonds de commerce.

La provision pour dépréciation est imputée en priorité sur les malis, sur les fonds et en dernier lieu sur les actifs corporels composant les fonds.

Les dotations aux provisions pour dépréciations comptabilisées à la clôture de l'exercice sont de : **85 929 197** euros.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires, hors frais d'acquisition).



Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie économique probable, soit en mode linéaire, soit en mode dégressif, selon le plan d'amortissement suivant.

- Constructions : 40 ans.
- Agencements et aménagements de construction : 8 à 20 ans.
- Installations techniques, matériel et outillage : 4 à 10 ans.
- Matériel de transport : 5 ans.
- Matériel informatique : 3 à 5 ans.
- Mobilier de bureau : 5 à 10 ans.

La différence entre la dotation dégressive et la dotation linéaire est traitée en amortissement dérogatoire.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, l'amortissement est éventuellement complété d'une provision pour dépréciation si la valeur actuelle s'avère inférieure à la valeur nette comptable.

Fonds de commerce de détail : La valeur des fonds est déterminée par une valorisation d'expert ou selon une valeur de marché résultant d'une approche Best in Class fondée sur l'activité, la rentabilité et d'un seuil plancher équivalent à 1 mois de Chiffre d'affaires BIC.

Une provision est constituée si la valeur de marché ainsi déterminée est inférieure à la valeur nette comptable du groupe d'actifs affecté à ce fonds de commerce.

La provision pour dépréciation est imputée en priorité sur les malis, sur les fonds et en dernier lieu sur les actifs corporels composant les fonds.

Les dotations aux provisions comptabilisées à la clôture de l'exercice sont de : **7 866 197** euros.

- **Participations, autres titres immobilisés**

La valeur brute correspond au coût d'acquisition hors frais accessoires.

Ces actifs sont dépréciés au regard de la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est estimée sur la base de prévisions raisonnables d'exploitation.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- **Malis Techniques**

Les malis techniques ont été reclassés selon la nature de l'actif sous-jacent, soit en immobilisations incorporelles, corporelles ou financières à compter du 1^{er} janvier 2016.



- **Stocks de marchandises**

Le coût de revient des stocks de marchandises correspond au dernier prix d'achat majoré des frais accessoires, méthode adaptée à la rotation rapide des stocks qui ne génère pas d'écart significatif avec la méthode FIFO (« premier entré, premier sorti »).

Cette valorisation incorpore l'ensemble des éléments constitutifs du coût d'achat des marchandises vendues (à l'exception des gains et des pertes de change) et prend également en compte la totalité des conditions obtenues à l'achat de la part des fournisseurs (ristournes et coopérations commerciales).

La valeur net de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé sur la base des perspectives d'écoulement, minoré des coûts additionnels nécessaires à la vente.

Une provision est constituée lorsque le prix de vente probable devient inférieur à la valeur d'inventaire.

La provision pour dépréciation des stocks comptabilisée à la clôture de l'exercice est de **68 340 813** euros.

- **Créances et dettes**

Les créances et les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Pour les créances, une provision pour dépréciation est constituée selon les critères d'antériorité et/ou de situation du débiteur.

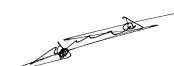
- **Achats consommés**

Les frais accessoires d'achats (frais de transport, ...) sont comptabilisés en achats consommés.

- **Parties liées**

Au cours de l'exercice, il n'est intervenu aucune transaction significative non conclue à des conditions normales de marché avec des parties liées.

10



- **Provisions réglementées**

Les provisions réglementées sont constituées selon les règles fiscales en vigueur.

- **Provisions pour risques et charges**

Les provisions sont comptabilisées lorsqu'à la date de clôture, il existe une obligation actuelle, juridique ou implicite qui résulte d'un fait générateur passé dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Les montants sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

- **Les indemnités de départ à la retraite et les médailles du travail**

Une indemnité de fin de carrière est versée aux salariés partant à la retraite.

Les engagements correspondant aux droits acquis par le personnel à la clôture s'élèvent à 428 257 724 euros et peuvent être couverts par des contrats d'assurance souscrits auprès d'organismes extérieurs. Lorsque ces contrats sont inférieurs au montant total de l'engagement, une provision correspondant à cet écart est comptabilisée au passif du bilan soit **428 257 724** euros.

Le montant de l'engagement se décompose en :

- **428 257 724** euros au titre des engagements de retraite ;
- **0** euros au titre de la médaille du travail.

L'engagement est calculé annuellement par un actuaire, selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte des hypothèses actuarielles suivantes :

- Taux d'actualisation : **0.75 %**
- Taux d'évolution des salaires : **2.04 %**
- Taux de charges sociales : **43 %**

L'hypothèse de calcul retenue est basée sur :

- Un départ à l'initiative du salarié ;



Carrefour



- L'âge de départ à la retraite ; Pour les agents de maîtrise, employés, cadres dirigeants et cadres : 61.5 ans pour ceux nés avant 1961 et 62 ans pour les autres.

- **Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi**

Le dispositif de Crédit d'Impôt Compétitivité emploi a été supprimé à effet du 1^{er} janvier 2019. Le nouvel allègement de charge mise en place par la loi de finance 2019 à effet du 1^{er} janvier 2019 en vue de pérenniser l'aide que constituait le CICE est constaté sur la ligne « charges sociales » du compte de résultat.

- **Informations en matière de crédit-bail immobilier**

Les redevances restant à payer ainsi que le prix d'achat résiduel sont :

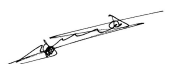
- Indexés sur la base du dernier indice appliqué par l'établissement prêteur ;
- Actualisés sur la base des taux d'actualisation dépendant de l'année de commencement de contrat.

Lorsque plusieurs dates de levée d'option sont prévues au contrat, le montant des redevances et du prix d'achat restant à payer sont déterminés en fonction de la première date d'option.



Carrefour

12



4. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Sauf indications contraires, les valeurs mentionnées ci-après sont exprimées en euros.

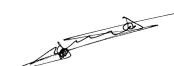
4.1. ACTIF

4.1.1. Immobilisations incorporelles

	Valeur brute au 31/12/2018	Augmentations	Diminutions		Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2019
			Par virement de poste à poste	Par cession, Mise HS ou mise en équivalence		
Frais établissement						
Fonds acquis ou reçus	1 129 444 789					1 129 444 789
Fonds réévalués en 1976						
Autres immobilisations incorporelles	99 138 706	9 385 903	2 560	944 523		107 577 526
TOTAL	1 228 583 496	9 385 903	2 560	944 523		1 237 022 315



13



4.1.2. Immobilisations corporelles et financières

	Valeur brute au 31/12/2018	Augmentations	Diminutions		Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2019
			Par virement de poste à poste	Par cession, Mise HS ou mise en équivalence		
Terrains	63 352 575	861 233		508 955		63 704 854
Constructions sur sol propre	588 162 930	53 145 750		1 024 177		640 284 503
Construction sur sol d'autrui	36 673 085		32 331 685	16 900		4 324 501
Instal générales, agencement	1 130 832 466	97 513 460	10 825 532	13 350 100		1 204 170 294
Installations, matériels	1 078 881 003	100 696 573	10 131 429	33 361 990		1 136 084 158
Autres immos. Corporelles :						
Installations techniques, matériels et outillages						
Matériel de transport	142 705			24 925		117 781
Matériel de bureau et informatique, mobilier	91 806 812	6 423 329	12 024	5 562 874		92 655 243
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations en cours	143 914 713	108 463 528	63 600 884			188 777 357
Avances et acomptes	900 101	1 411 054				2 311 155
TOTAL IMMOS CORPORELLES	3 134 666 392	368 514 927	116 901 554	53 849 920		3 332 429 844
Participations	56 426 125	7 708 000		50 393		64 083 732
Autres immobilisations financières	1 418 085	579 008		37 051		1 960 041
TOTAL IMMOS FINANCIERES	57 844 210	8 287 008		87 445		66 043 773
TOTAL	3 192 510 602	376 801 935	116 901 554	53 937 365		3 398 473 618

4.1.3. Amortissements des immobilisations incorporelles

	Amortissement au 31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Virements de poste à poste	Apports, fusions	Amortissement au 31/12/2019
Frais établissement						
Fonds acquis ou reçus						
Fonds réévalués en 1976						
Autres immobilisations incorporelles	62 904 985	13 457 042	938 082			75 423 945
TOTAL	62 904 985	13 457 042	938 082			75 423 945

4.1.4. Amortissements des immobilisations corporelles

	Amortissement au 31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Virements de poste à poste	Apports, fusions	Amortissement au 31/12/2019
Terrains						
Constructions et agencements	1 108 830 055	110 994 360	13 276 112			1 206 548 303
Installations - Matériels	830 430 946	63 554 745	31 823 565			862 162 126
Autres Immos corporelles	70 366 183	9 491 908	5 369 309			74 488 781
TOTAL	2 009 627 184	184 041 012	50 468 986			2 143 199 210

4.1.5. Malis Techniques

	Montant Net à l'ouverture	Montant Brut à la clôture	Amortissements	Provisions pour dépréciation	Montant Net à la clôture
Fonds de Commerce	44 406 384	80 517 279		51 438 539	29 078 740
Terrain	4 091 173	4 091 173			4 091 173
Construction	7 765 450	12 984 527	5 850 869		7 133 658
Autres immobilisations corporelles					
Titres de Participation					
TOTAL	56 263 007	97 592 979	5 850 869	51 438 539	40 303 571

4.1.6. Stocks d'immobilisations

	Valeur brute au 31/12/2018	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur brute au 31/12/2019	Provisions	Valeur nette au 31/12/2019
NEANT							
TOTAL							

4.1.7. Etat des échéances des créances

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut au 31/12/2019	Moins d'un an	Plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	1 960 638		1 960 638
Créances rattachées à des participations	597		597
Prêts	39 078		39 078
Autres immobilisations financières	1 920 963		1 920 963
ACTIF CIRCULANT :	1 340 874 443	1 340 874 443	
Créances clients	213 580 349	213 580 349	
Etat : impôts et taxes diverses	88 402 449	88 402 449	
Autres créances	1 017 466 879	1 017 466 879	
Charges constatées d'avance	21 424 766	21 424 766	
TOTAL	1 342 835 081	1 340 874 443	1 960 638
Montants des prêts accordés au cours de l'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	35 777		

4.1.8. Produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	Montants (TTC)
Autres Immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	52 682 933
Autres créances	258 199 645
Disponibilités	
TOTAL	310 882 578

4.2. PASSIF

4.2.1. Capital Social

Le capital social est de 6 922 200 euros divisé en 69 222 actions de chacune 100,00 euros.

Aucune modification sur l'année.

4.2.2. Variation des capitaux propres

Variation des capitaux propres	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Distributions de dividendes	Affectation du résultat N-1	Virement de poste à poste	Apports, fusions	Clôture
Capital	6 922 200							6 922 200
Prime d'émission, fusions, Apport	1 135 520 848							1 135 520 848
Ecart de réévaluation								
Réserve légale	692 220							692 220
Réserves réglementées								
Autres réserves	47 401							47 401
Report à nouveau	-333 509 758				-674 280 139			-
Résultat de l'exercice	-674 280 140		914 447 902		674 280 139			1 007 789 897
Subventions d'investissement								-914 447 902
Provisions réglementées	139 693 891	21 082 002	21 604 809					139 171 084
TOTAL	275 086 662	21 082 002	936 052 711					-
								639 884 046

4.2.3. Détail des provisions par nature

	Valeur brute au 31/12/2018	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2019
Provisions réglementées :	139 693 891	21 082 003	21 604 810		139 171 084
- Amortissements dérogatoires	139 693 891	21 082 003	21 604 810		139 171 084
- Provisions pour hausse de prix					
- Autres provisions réglementées					
Provisions pour risques et charges :	919 392 990	477 092 993	234 242 522		1 162 243 461
- Provisions risque clients					
- Provisions risque fournisseur	8 354 476	11 986 384	4 276 162		16 064 698
- Provisions risque personnel	9 543 665	4 094 809	3 346 574		10 291 899
- Provisions risques litige contrats procès	2 117 043	1 261 280	363 975		3 014 348
- Provisions autres risques	376 548 642	111 454 919	109 731 568		378 271 992
- Provisions charges IDR	415 583 668	58 834 056	46 160 000		428 257 724
- Autres provisions pour charge	107 245 497	289 461 546	70 364 242		326 342 801
Provisions pour dépréciation :	577 499 471	177 659 440	89 687 275		665 471 637
- Sur immobilisations incorporelles	457 475 987	85 929 197	460 766		542 944 418
- Sur immobilisations corporelles	3 289 138	7 866 197	898 032		10 257 302
- Sur immobilisations financières	21 911 753	7 880 338	47 056		29 745 035
- Sur stock	84 452 410	68 340 813	84 452 410		68 340 813
- Sur actif circulant clients douteux	5 475 373	2 832 542	1 872 516		6 435 399
- Sur actif circulant fournisseurs débiteurs	4 894 811	4 810 355	1 956 496		7 748 670
TOTAL	1636 586 352	675 834 436	345 534 607		1966 886 181
Dont :					
- Exploitation		212 110 157	217 306 704		
- Financier		15 897 562	466 349		
- Exceptionnel		447 826 717	127 761 554		

4.2.4. Etat des échéances des dettes

DETTES	Montant brut au 31/12/2019	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers	1 247 406			1 247 406
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 804 338 858	1 804 338 858		
Personnel et comptes rattachés	192 237 931	192 237 931		
Dette sécurité sociale et organismes sociaux	233 668 679	233 668 679		
Dettes fiscales	105 423 025	105 423 025		
Autres dettes	1 727 098 509	1 727 098 509		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	103 276 424	103 276 424		
Produits constatés d'avance	1 932 810	1 932 810		
TOTAL	4 169 223 642	4 167 976 236	0	1 247 406
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

4.2.5. Charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes du bilan	Montants (TTC)
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Fournisseurs et comptes rattachés	286 133 919
Dettes fiscales et sociales	327 789 406
Autres dettes	21 307 893
Fournisseurs et comptes rattachés Immobilisations	84 874 440
TOTAL	720 105 658

4.2.6. Charges et produits constatés d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel	TOTAL
Charges constatées d'avance	21 424 766			21 424 766
Produits constatés d'avance	1 932 810			1 932 810

20



4.3. RESULTAT

4.3.1. Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Montants
Répartition par secteur d'activité :	
- Ventes de marchandises en l'état	12 854 527 173
- Productions de biens	1 340 425 611
- Prestations de services	127 854 554
	14 322 807 338
Répartition par marché géographique :	
- France	14 322 807 338
- Etranger	
	14 322 807 338



4.3.2. Produits et charges exceptionnels

Produits et charges exceptionnels	Montants
Produits exceptionnels :	133 890 163
- Sur opérations de gestion	4 616 871
- Rentrées sur créances amorties	62 215
- Produits de cession sur immobilisations incorporelles	2 411
- Produits de cession sur immobilisations corporelles	1 447 112
- Produits de cession sur immobilisations financières	
- Autres produits sur opérations en capital	
- Reprise et Reliquats amortissements dérogatoires	21 604 810
- Reprise provisions pour investissements	
- Reprise provisions pour hausse de prix	
- Reprise provisions risques légaux	1 000
- Reprise provisions pour litiges divers	1 303 962
- Reprise provisions autres risques et charges	103 492 984
- Reprise provisions dépréciation d'actif	1 358 798
Charges exceptionnelles :	585 830 159
- Sur opérations de gestion	122 639 735
- Frais de personnel	9 980 695
- Amendes et Pénalités	1 968 416
- Valeur comptable des immobilisations incorporelles cédées	2 411
- Valeur comptable des immobilisations corporelles cédées	3 380 935
- Valeur comptable des immobilisations financières cédées	
- Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	31 250
- Dotations aux amortissements dérogatoires	21 082 003
- Dotations provisions pour investissement	
- Dotation provisions pour hausse de prix	
- Provisions pour risques légaux	
- Dotations provisions pour litiges divers	
- Dotations provisions autres risques	332 949 321
- Dotation provision dépréciation d'actif	93 795 393

4.3.3. Participation des salariés

La société entre dans le champ de l'accord dérogatoire de la participation groupe dont les éléments de calcul et le périmètre ont été renégociés avec les partenaires sociaux le 29/06/2018.

4.3.4. Impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	-454 917 079	-35 563 775
Résultat exceptionnel - participation	-463 225 674	
Contribution sociale de 3.3 %		
Ecart IS N-1		31 868 924
TOTAL :	-918 142 753	-3 694 851

Les avoirs fiscaux et crédits d'impôt sont déduits de l'impôt sur résultat courant.
Les plus ou moins values et les corrections d'ordre fiscal sont retenues en fonction de leur nature.

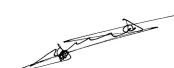
5. AUTRES INFORMATIONS

5.1. DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

Le montant des emprunts contractés auprès des établissements de crédits s'élève à 0 euros.

5.2. IMMOBILISATIONS EN CREDIT BAIL

	Terrains	Constructions	Installations, matériels, outillages	Autres (Matériel informatique)	Total
Coût d'entrée	2 300 000	13 623 746		145 765	16 069 511
Amortissements :		4 870 269			4 870 269
- Cumul exercices antérieurs		4 535 569			4 535 569
- Dotations exercices		334 700			334 700
VALEUR NETTE	2 300 000	8 753 477		0	11 199 242
Redevances payées					
- Cumul exercices antérieurs		9 198 698			9 198 698
- Montant de l'exercice		2 920 562			2 920 562
TOTAL		12 119 260			-11 784 560
Redevances restant à payer					
- A un an au plus					
- A plus d'un an et moins de 5 ans					
- A plus de 5 ans					
TOTAL					



5.3. ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

	Situation en fin d'exercice	Montant de l'impôt
CREANCES :		
Provisions non déductibles l'année de la comptabilisation		
Provisions pour dépréciation Immobilisations	504 479 005	156 388 492
Provisions pour dépréciation des stocks	68 340 813	21 185 652
Provisions pour dépréciation autres actifs circulants	192 005	59 522
Provisions Risques et Charges	710 912 249	220 382 797
Participation	11 280 971	3 497 101
Provisions pour congés payés		
Contribution sociale de solidarité, taxe sur les grandes surfaces	92 982 639	28 824 618
Abattements sur stock	1 738 385	538 899
Fidélité	8 585 344	2 661 457
TOTAL :	1 398 511 411	433 585 537
DETTES :		
Provisions Risques et Charges		
Provisions réglementées :		
- Provision pour hausse des prix		
- Amortissements dérogatoires	139 171 084	43 143 036
Subventions d'équipement		
Plus-values de fusion restant à réintégrer	741 259 389	229 790 411
Coupons d'obligations non déchés		
TOTAL :	880 430 473	272 933 447
ELEMENTS A IMPUTER :		
Moins-values à long terme		
Amortissements différés		
Déficits reportables fiscalement		
TOTAL :		
ELEMENTS DE TAXATION EVENTUELLE :		
Réserve spéciale des plus-values à long terme		
Provision pour investissement		
TOTAL :		

25

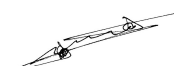


5.4. INCIDENCES DES DISPOSITIONS FISCALES SUR LE RESULTAT

Incidences des dispositions fiscales sur le résultat	Montants
Résultat net de l'exercice	-914 447 902
Impôt sur les bénéfices et contributions additionnelles (y compris impact CICE et CIR)	-3 694 851
Résultat avant impôt	-918 142 753
<u>Variation des dotations et reprises de provisions réglementées :</u>	-522 807
- Amortissements fiscaux dérogatoires	-522 807
- Provision pour hausse des prix	
- Provision pour investissement	
Résultat avant impôt hors incidences des dispositions fiscales	-918 665 560

5.5. VENTILATION DE L'EFFECTIF

Effectifs	Personnel salarié
Cadres	4 884
Agents de maîtrise	204
Employés, ouvriers	54 797
TOTAL :	59 885

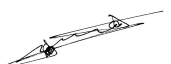


5.6. ENGAGEMENTS HORS BILAN

5.6.1. Les engagements liés à la responsabilité d'associé

Engagements	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	TOTAL
Engagements liés à la responsabilité d'associé (1)	NEANT				

(1) La quote-part de la société dans l'actif de ces SNC ou SC est de :



5.6.2. Les engagements donnés et les engagements reçus

Engagements donnés	Total	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Liés à la trésorerie :				
- Cautions				
- Nantissements				
- Autres				
Liés aux acquisitions de titres :				
- Engagements d'achats de titres	500 000		500 000	
- Garanties de passifs				
- Engagement vente de titres				
Liés aux acquisitions de fonds :				
- Engagements d'achat de fonds				
- Engagements de vente de fonds				
Liés aux locations	278 806 320	214 571 666	47 993 678	16 240 976
Liés aux prestations de services	76 800 867	53 411 673	23 389 194	
Liés à l'exploitation / à l'immobilier / l'expansion	7 268 100		7 268 100	
TOTAL	363 375 288	267 983 340	79 150 972	16 240 976
Engagements reçus	Total	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Liés à l'exploitation / à l'immobilier / l'expansion	79 399 927	18 898 975	49 538 271	10 962 681
Créances garanties	1 175 200	725 200	450 000	
Liés aux acquisitions de titres :				
- Options d'achat de titres				
Liés aux acquisitions de biens immobiliers :				
- Options de biens immobiliers	2 381 000	750 000	1 631 000	
Liés aux acquisitions de fonds :				
- Engagements de ventes de fonds				
Liés aux locations	20 571 256	6 376 618	5 358 447	8 836 191
Liés aux locations gérance	428 381	428 381		
TOTAL	103 955 763	27 179 173	56 977 718	19 798 872

5.7. IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de :

CARREFOUR SA

Au capital de 2 018 163 760 euros

Ayant son siège social à : MASSY Cedex (91300)

93, Avenue de Paris

R.C.S EVRY 652 014 051

5.8. INTEGRATION FISCALE

Notre société est intégrée fiscalement depuis le 01/01/2004 dans Carrefour SA.

L'impôt constaté par notre société est celui qu'elle aurait supporté si elle était restée imposée séparément.

Cet impôt est détaillé au point 4.3.4

5.9. TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

(cf. pages suivantes.)



5.9. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31/12/2019

PARTICIPATIONS	CAPITAL	AUTRES CAPITAUX PROPRES	QUOTE PART. CAPITAL DETENU	VALEUR TITRES BRUTE	VALEUR TITRES NETTE	PRETS ET AVANCES CONSENTIES	CAUTIONS ET AVALS FOURNIS	CHIFFRE D'AFFAIRE DERNIER EXERCICE	RESULTAT DERNIER EXERCICE	DIVIDENDES ENCAISSES	OBSERVATIONS
1) FILIALES (50% au moins capital)											
SODIMODIS	1 000 000,00	5 294 820,10	100,00	37 388 364,00	18 917 885,00			63 679 678,44	-366 663,14		
CORSAIRE	2 630 000,00	-2 359 304,48	100,00	16 153 000,00	15 416 000,00			2 607 271,23	667 297,27		
2) participations (de 10 à 49% capital)											
<i>participations francaises</i>											
<i>participations etrangeres</i>											
B.- RESEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS											
FILIALES FRANCAISES				10 537 456,00	0,00						
FILIALES ETRANGERES				4 315,56	4 215,56					3,03	
PARTICIPATIONS FRANCAISES											
PARTICIPATIONS ETRANGERES	3 630 000,00	2 075 515,62		64 083 135,56	34 338 100,56	0,00	0,00	66 286 950	300 684	3,03	

